

Washington s'apprête à utiliser les satellites espion à l'intérieur des USA

WASHINGTON (AFP) - Washington s'apprête à utiliser les satellites espion pour le renseignement intérieur, tournant ses "yeux du ciel" vers son propre territoire pour lutter contre le terrorisme et les infractions à la législation, a déclaré mercredi un responsable américain.



© AtlasVista
Dessin d'un satellite (© AFP/Cnes/Archives)

Selon ce responsable qui a requis l'anonymat, le directeur national du Renseignement américain Michael McConnell a étendu l'éventail des agences fédérales et locales qui pourront puiser dans l'imagerie des satellites espion, dans un mémo adressé en mai au secrétaire à la Sécurité intérieure, Michael Chertoff.

Il a également élargi le type de renseignements qui peut être fourni, y compris ce qui peut permettre d'identifier et de traquer des cibles par leurs caractéristiques physiques, a dit ce responsable.

"Aucune nouvelle frontière légale n'est franchie", a-t-il tenu à souligner à l'AFP.

Le Wall Street Journal a fait état de ce projet dans son édition mercredi.

Jusqu'ici, l'Agence spatiale américaine (Nasa), l'Agence fédérale des secours d'urgence (Fema) et l'Institut de géophysique américain (USGS) avaient accès aux images provenant des satellites de reconnaissance américains.

L'élargissement de ce droit aux autorités policières soulève des questions sur les implications pour les libertés individuelles car il permettra d'espionner les Américains avec des outils utilisés habituellement pour surveiller les ennemis des Etats-Unis.

Le responsable a cependant précisé que l'utilisation des satellites par la police se ferait "lentement" pour s'assurer que les libertés civiles soient protégées.

Au début, les satellites seront utilisés pour des missions de "sécurité intérieure", comme le contrôle aux frontières, la surveillance d'infrastructures clé et la gestion des catastrophes, a-t-il ajouté.

Le département à la Sécurité intérieure en contrôlera en outre l'accès à travers une commission qui dressera "des mémorandums pour une utilisation appropriée", stipulant comment le renseignement peut être utilisé, a-t-il poursuivi.

Cette commission ne devrait pas examiner des demandes d'accès de la police avant l'année prochaine, a-t-il précisé.

Ce projet a été approuvé par le gouvernement américain et les commissions du Congrès concernées ont voté pour que des fonds y soient alloués, a encore dit ce responsable.